



REPÚBLICA
PORTUGUESA

GABINETE DA SECRETÁRIA DE ESTADO
DOS ASSUNTOS EUROPEUS

“Le Futur de l’Europe”

CESE, 9 janvier 2017

Margarida Marques,

Secrétaire d’Etat aux Affaires Européennes

Remerciements

- Chers amis, tout d’abord permettez-moi de remercier *Graspe* et *Union pour l’Unité (U4U)* pour l’invitation à prendre part à cette conférence.
- En tant qu’ancienne fonctionnaire, je suis spécialement ravie de pouvoir participer à cette initiative, particulièrement dans la compagnie de panélistes aussi distingués.

Introduction

- Au risque de dire une vérité de La Palice, je pense que l’on ne saurait trop insister sur le fait que l’avenir de l’Europe dépendra largement de la façon comme nous serons capables de répondre aux lourds défis actuels – qui risquent sérieusement de saper/mettre en péril les fondations mêmes de l’intégration européenne.
- Les défis auxquels ne peuvent pas être relevés par les gouvernements nationaux agissant de façon isolée et exigent des solutions collectives. Ce n’est donc pas «sans l’UE» mais au sein de l’UE qu’il faut chercher les réponses aux problèmes actuels.
- Cela dit, nous devons garantir que nos efforts se poursuivent avec l’agrément et l’implication des opinions publiques, afin de ne pas approfondir le fossé entre les citoyens et les Institutions de l’UE. Dans ce sens, il faut transmettre aux citoyens que l’UE, malgré toutes ses imperfections, est de façon intrinsèque à leur service et fonctionne dans leur intérêt.

- Je pense que la feuille de route de Bratislava est le point de départ mais il faut y travailler afin de relancer le projet européen et nous espérons, en tout cas, que ce processus pourra mener à un nouvel élan de dynamisme du projet européen, culminant en mars 2017 avec la célébration du 60^e anniversaire de la signature des Traités de Rome – un moment fortement symbolique s’il en est. Une déclaration forte autour de la coopération économique, les droits sociaux et les identités européennes nous semblent pertinents.
- Dans ce contexte, nous attendons avec beaucoup d’intérêt le Livre Blanc sur l’avenir de l’Europe que la Commission prépare (promis par Président Juncker) pour le mois de mars, notamment en ce qui concerne l’indispensable approfondissement de l’UEM.

UEM

- En effet, il est essentiel de poursuivre, sans délai, cette tâche, sans perdre ni l’élan ni la vision stratégique à long terme.
- Ne vous méprenez pas, nous (le gouvernement portugais) avons fait tous les efforts de respecter les règles déjà accordées. Mais il faut évaluer les règles du Pacte de Stabilité et Croissance et du semestre européen ayant pour objectif promouvoir la croissance et la convergence. Les règles actuelles ont déjà mis en évidence qu’elles créent des problèmes sérieux à la croissance. La croissance économique en Europe est encore très faible. Nous avons besoin de remplacer ce cycle vicieux qu’on traverse par un cycle vertueux de croissance et de convergence. Et pour cela, il faut revoir les règles. Par ailleurs, on est conscient que l’UEM ne dispose pas encore des outils pour faire face aux chocs et pour surmonter les défaillances qui ont conduit aux divergences et déséquilibres actuels.
- Il est particulièrement urgent de compléter et d’équilibrer l’Union Bancaire, ainsi que de réaliser des progrès visibles dans le domaine de l’Union des marchés de capitaux, afin d’assurer le bon fonctionnement des marchés financiers, de prévenir des risques, d’améliorer l’accès des entreprises (notamment les PME) au financement et de réduire la fragmentation financière.
- Les discussions sur la mise en place d’un système européen d’assurance des dépôts ne doivent pas être conditionnées, mais il est crucial que le partage et la réduction des risques dans le secteur financier aillent de pair.

Pilier Social

- D'autre part, il s'avère également crucial de procéder à un renforcement de la dimension sociale de l'UEM. A cet égard, le Portugal considère que le pilier européen des droits sociaux devra contribuer à la préservation du modèle social européen, notamment à travers une approche intégrée incluant la modernisation de la législation et, le cas échéant, l'adoption de nouvelles mesures de support à la convergence. Dans ce contexte, les domaines de la protection sociale, de l'emploi et des conditions de travail méritent une attention toute particulière.
- Le Portugal suit avec intérêt le débat public lancé par la Commission début mars, mais des initiatives législatives et politiques sont nécessaires et urgents.
- À notre avis, il est essentiel de conserver le Modèle Social Européen. Le pilier des droits sociaux devra donc renforcer la dimension sociale de l'UEM et contribuer au développement d'une approche intégrée, incluant la modernisation de la législation existante et le développement de nouvelles mesures visant à améliorer la convergence entre les États membres.

Réponse à la situation actuelle

- À part les fragilités structurelles de l'UEM, nous sommes également confrontés à des difficultés plus conjoncturelles qui méritent une réponse urgente. En effet, la croissance économique en Europe progresse à un rythme très modéré et la reprise reste fragile. Il faut donc œuvrer à ce qu'elle soit renforcée.
- Diverses analyses préconisent la promotion d'une position budgétaire plus positive (*positive fiscal stance*) pour l'ensemble de la zone euro, à l'appui de la politique monétaire de la Banque Centrale européenne, comme l'a d'ailleurs proposé la Commission Européenne.

- La situation budgétaire de chaque État membre doit être prise en compte et chacun doit jouer son rôle. Donc, ceux qui en ont les moyens doivent investir davantage, mais il faut faire le nécessaire pour maintenir la convergence dans la zone euro.
- Une approche plus collective s'impose si nous voulons éviter le risque d'un scénario dans lequel, dans son ensemble, tout le monde dans la zone euro serait perdant.
- Le Semestre Européen de 2017, qui vient de démarrer, est déterminant pour l'adoption de mesures visant le redressement économique et social de l'Europe. Ainsi, nous soutenons les priorités stratégiques établies, en particulier l'accent mis sur l'investissement.

EFSI

- Le Plan Juncker peut jouer un rôle clé dans cette relance de l'investissement en Europe. L'extension du Plan jusqu'à 2020 est donc la bienvenue. Le Conseil est arrivé à un compromis équilibré Et nous espérons maintenant que les co-législateurs puissent l'adopter au cours du premier semestre de 2017.
- Nous sommes très engagés à promouvoir la participation à ce Plan et à retirer le meilleur parti possible des fonds européens.
- Sur ce point, j'aimerais faire une observation: il est important de rester attentif aux situations de défaillance du marché ou d'investissement sous-optimal, ainsi que d'assurer une répartition géographique équilibrée des financements, sans pour autant nuire à la nature "*market-driven*" (axée sur le marché) de l'initiative.

Les populismes

- J'aimerais enfin aborder la croissance de l'euro-scepticisme et du populisme.
- Je pense que c'est à travers des initiatives et des décisions politiques concrètes, utiles et visibles, ainsi que par l'amélioration de la stratégie et de la politique de communication de l'UE, que nous devons chercher à contrer l'insatisfaction et la méfiance qui nourrissent les populismes et les extrémismes qui gagnent du terrain en Europe.

- Dans ce cadre, en plus de répondre aux soucis de la population concernant la sécurité (surtout le terrorisme), nous devons nous engager un combat sans répit contre le fléau du chômage et de l'exclusion sociale, en particulier parmi les jeunes.

Emploi jeune

- Les chiffres du chômage des jeunes au sein de l'UE a évolué assez positivement depuis le début de la mise en œuvre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes et de la Garantie pour la jeunesse. Mais il faut combattre la précarité.
- Nous considérons essentiel son renforcement – comme prévu dans la révision à mi-parcours du cadre financier pluriannuel 2014-2020 – ce qui soutiendra et favorisera la consolidation de cette tendance. Mais il faut, en même temps, combattre la précarité. Le gouvernement portugais a introduit dans son budget 2017 des mécanismes justement pour combattre la précarité qui caractérise aujourd'hui les emplois des jeunes.
- Le rôle des jeunes dans la construction d'une Europe plus juste, cohérente et solidaire est d'ailleurs un élément essentiel. Le futur en dépend non seulement du point de vue politique et économique, mais aussi pour ce qui est de la consolidation d'une véritable citoyenneté européenne.

Pour terminer,

- j'aimerais vous dire que même si les défis peuvent parfois nous sembler insurmontables nous devons être tenaces – ou résilients, pour utiliser une expression très en vogue – et résister à la tentation du repli nationaliste ou identitaire qui serait destructif pour nous tous. Il est clair que les réponses nationales sont clairement insuffisantes, aucun EM seule peut le faire....
- Ainsi, nous devons continuer à valoriser ce projet de paix et progrès qu'est l'UE, un projet sans parallèle dans l'histoire des relations internationales. Et les défis actuels, loin d'être indépassables, doivent être aussi perçus comme une opportunité à la réflexion et à l'ajustement de l'UE, un projet idéaliste en éternelle construction qui d'ailleurs par le passé a déjà été capable de surmonter d'autres moments de crise.